

Aux masques citoyennes ! Mélange des genres productifs en régime d'"exception"

Fanny Gallot, Giulia Mensitieri, Eve Meuret-Campfort, Maud Simonet

▶ **To cite this version:**

Fanny Gallot, Giulia Mensitieri, Eve Meuret-Campfort, Maud Simonet. Aux masques citoyennes ! Mélange des genres productifs en régime d'"exception". Salariat, 2022, 1. hal-03482221

HAL Id: hal-03482221
https://hal.science/hal-03482221

Submitted on 15 Dec 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

SALARIAT

Revue de Sciences sociales



Aux masques citoyennes ! Mélange des genres productifs en régime d'« exception »

Arrêts sur Image

Par Fanny Gallot, Giulia Mensitieri, Eve Meuret-Campfort et Maud Simonet



Cette photo de l'étiquette d'un masque en tissu, prise pendant le premier confinement lié à la pandémie du Covid-19, qui a eu lieu entre le 17 mars et le 11 mai 2020, peut à première vue sembler surprenante. Apparaissent en effet juxtaposés, sur ce petit bout de tissu où l'on a coutume de trouver la marque du fabricant, un ensemble d'acteurs qui figurent rarement côte à côte : un hôpital public (le CHU de Lille), une entreprise de textile (Lemahieu) et « un collectif de bénévoles ».

Au centre de l'étiquette, en lettres capitales, figure le « nom » du masque, de son prototype, le « Garridou », lui-même issu de la combinaison des noms de ses inventeur.es, Delphine et Clémentine **Garri**gue et Pascal O**dou**, combinaison également « multisectorielle » puisqu'elle réunit une jeune bénévole, sa mère soignante et un professeur du CHU de Lille. Nous sommes en mars 2020, dans les tout premiers jours du premier confinement, et Clémentine Garrigue, étudiante en chimie à Lille, « bénévole engagée » [1], se met à coudre des masques pour son entourage. Sa mère, Delphine Garrigue, anesthésiste, cheffe de pôle adjointe aux urgences du CHU de Lille fait passer

les masques à la pharmacie du CHU, dirigée par le Professeur Odou pour vérifier qu'ils sont suffisamment protecteurs. Les tests réalisés vont conduire à modifier la composition des masques et donner naissance au masque « Garridou » déposé par le CHU à la fin du même mois.

La production de ces masques à destination des professionnel·le·s de santé pour un usage hors situation de soin, est prise en charge par l'entreprise Lemahieu. Celle-ci contacte le CHU et promet de fabriquer 3000 masques par jour en s'appuyant sur une vingtaine de salarié.es (sur un effectif de 125) qui reviennent sur le site, fermé depuis peu suite au confinement. Très vite ces salarié·es sont assisté·es par des couturières bénévoles qui travaillent à domicile, recrutées dans le cadre de l'opération « Des masques en Nord » coordonnée par l'association Le Souffle du Nord. Ce « collectif d'acteurs du Nord » créé en 2015 et réunissant des « particuliers, des entreprises, des associations, des fondations, des collectivités » [2], qui avait déjà collaboré avec l'entreprise Lemahieu, s'est en effet proposé de soutenir le projet porté par le CHU et l'entreprise textile. Le 21 mars, l'association lance un appel à bénévoles pour « apporter une capacité de production extérieure » selon les termes de son responsable, Vindhya Saravane [3]. Le mail alors envoyé aux volontaires détaille comme suit le processus de production : « Lemahieu reçoit les tissus, les découpe et prépare des kits de 50 masques prêts à assembler. L'entreprise LMC (partenaire) prépare les envois individuels. Les bénévoles du Souffle du Nord distribuent les kits aux couturier(e)s volontaires, et les récupèrent après assemblage. Lemahieu effectue un contrôle qualité avant livraison au CHU de Lille. » Dès le mois de juin 2020 ce sont plus de 450 000 masques Garridou qui sont produits dont 15% à peine sur les lignes de l'entreprise et le reste au domicile des bénévoles qui répondent par milliers, presque 25 000, à l'appel… Au final, ce sont plus de 5 500 couturières bénévoles qui seront mobilisées pour participer au projet, auquel il faut ajouter tous les bénévoles mobilisé.es pour distribuer les kits dans la métropole lilloise. « On avait créé le plus gros atelier du monde en 48 h » déclarera le responsable du Souffle du Nord dans son entretien à la presse.

Mais l'histoire du Garridou ne s'arrête pas là. Dès ce printemps 2020, deux nouveaux acteurs sont entrés dans ce partenariat productif. D'abord le projet « Résilience », lancé dès le 25 mars, par le ministère du Travail et coordonné par le ministère de l'Armement. Ce « groupement d'ampleur nationale rassemblant des PME du textile, des entreprises d'insertion et des entreprises adaptées » [4], a pour objectif à court terme « d'assurer en urgence la fabrication de millions de masques lavables sur le territoire français » en

œuvrant à plus long terme « pour la re-localisation de l'industrie textile en France » [5]. Puis, le 11 mai, jour du déconfinement, c'est la Région Hauts-de- France qui entre dans ce partenariat. Elle lance l'opération « un masque pour chacun », qui vise à fournir à chaque habitant.e des Hauts-de-France un masque en tissu en « faisant appel à une chaîne de solidarité inédite » dans laquelle « chacun (industriels, entreprises, couturiers volontaires, collectivités), p(eut) à son niveau s'investir et mobiliser son savoir-faire dans un projet commun simple et autour d'un même objectif » [6]. De nouveaux « appels à volontaires ! » sont alors diffusés par le Souffle du Nord pour la réalisation de ces masques « Résilience » dont le prototype diffère quelque peu du « Garridou ». Sur le site des « Masques du Nord » on lit que pour participer à cette opération ouverte, à partir du 4 mai, à « tous les habitant(e)s des Hauts-de-France équipé(e)s de machine à coudre », « il faut pouvoir y consacrer environ deux heures par jour pendant une semaine » ... et il faut « de l'amour !! ». On lit aussi que l'engagement des bénévoles « servira deux fois », que les volontaires pourront valoriser « doublement la valeur de leur temps et de leur talent » puisque, pour chaque masque cousu, la Région Hauts-de-France versera 0,50 euros pour alimenter le fonds de solidarité « Le Fonds en Nord » constitué spécifiquement au sein de la Fondation Le Souffle du Nord, par l'association du même nom, pour « booster » le monde associatif de la région.

L'histoire du Garridou, dont nous avons retracé ici les grandes lignes et les principales collaborations, incarne à plus d'un titre un mélange des genres productifs qui s'est mis en place bien au-delà de Lille et de sa région pendant le mois et demi de ce premier confinement et qui s'est institutionnalisé au-delà de cette période. La nécessaire production de masques engendrée par la pénurie dont ils ont fait l'objet en ce printemps 2020 a été l'occasion d'une mobilisation d'acteurs et d'actrices divers.es, salarié-es ou bénévoles, au croisement des mondes associatifs, publics et industriels, entrainés et soutenus par l'ambition politique d'une contribution à l'effort de « guerre » selon le terme employé alors par Emmanuel Macron. Si les frontières du travail-rémunéré et non rémunéré- se sont trouvées largement brouillées dans ce « régime d'exception », la production bénévole des masques y a principalement été prise en charge par des femmes. D'où les interrogations que suscite le genre de ce mélange des genres productif lorsque, dès la sortie du premier confinement, il apparaît comme le fer de lance d'une redynamisation de l'industrie, notamment textile, avec le mot d'ordre du « Made in France ».

Au-delà du Garridou, un mélange des genres généralisé…

Les masques « Garridou » et « Résilience », la région Hauts-de-France, la ville de Lille et ses hangars à machine à coudre pour bénévoles, ont eu une large couverture médiatique au printemps 2020. Mais ces montages productifs aux partenaires, aux objectifs et aux temporalités multiples ont, en réalité, émergé alors sur l'ensemble du territoire national. Une enquête exploratoire réalisée au cours de l'été 2020 auprès d'une trentaine de départements montre en effet qu'une part importante d'entre eux ont eu, au moins partiellement, recours à ce type de montage impliquant du travail bénévole pour fournir en urgence des masques à leurs soignant.es et/ou leurs habitant.es lors du premier confinement.

C'est le cas pour la totalité des 400 000 masques distribués par le département de la Dordogne dans le cadre de son opération « masques citoyens », pour 141 000 sur les 380 000 distribués en Charente, pour plus de 100 000 masques distribués dans la Manche … « *À la fin ça produisait beaucoup, on rentrait 10 000 ou 15 000 masques par jour* » nous dira ainsi en entretien une agente publique de l'un de ces départements. D'ordinaire gestionnaire des marchés publics elle fût propulsée du jour au lendemain, au tout début du confinement, responsable de l'organisation et de la coordination de la production bénévole de masques dans le département du fait de ses compétences reconnues de couturière amatrice. « *Moi j'ai fait huit semaines non-stop, douze heures par jour à ne m'occuper que de cela* » ajoute-t-elle. *« J'étais en télétravail mais j'ai laissé mon travail de côté pour faire cette mission-là. Bon maintenant mon travail il a pris du retard mais… »* [7]. Ces masques, réalisés à domicile à partir du tissu et des lanières fournies par le département, étaient ensuite récupérés et vérifiés un par un, par des agent.es du département –les mêmes qui, en amont du processus de production, préparaient les kits livrés à domiciles. Parfois, comme en Haute Loire, en Mayenne ou en Savoie, les masques ont été achetés à des entreprises locales mais ils ont été préparés (découpés, gaufrés, mis en sachet …) par des bénévoles réuni.es pour l'occasion dans des salles municipales ou départementales. Souvent, ce sont aussi des bénévoles, parfois assisté.es par des agent.es du département qui se sont également chargé.es de la distribution aux habitant.es.

Au cours de cette même période, par le biais des conseillers départementaux notamment, des ateliers d'insertion ont parfois été mobilisées, sans que les conditions

de l'engagement « volontaire » de celles et ceux qui y travaillent ne soient toujours très claires, même si elles furent largement valorisées dans la presse. *« Je trouve que la démarche de nos salariées est exemplaire »,* déclare ainsi le responsable de l'insertion par l'activité économique d'une association qui a participé à l'opération Résilience. *« Ce sont des femmes qui ont entre 25 et 50 ans, en situation de précarité professionnelle et elles ont accepté de s'engager sur la base du volontariat. Je n'ai même pas eu besoin d'insister pour qu'elles acceptent cette mission »* [8]. Des propos qui ne manquent pas de résonner avec ceux de ces directeurs et directrices de divers types d'entreprises, spécialisées ou reconverties pour l'occasion dans la production de masques, qui ont salué dans la presse l'engagement de « leurs » ouvrières – car là encore il s'agit presqu'exclusivement de femmes – qui ont « choisi » de venir travailler pour produire des masques plutôt que de rester confinées et en chômage partiel, chez elles, pendant plusieurs semaines.

Genre de la production bénévole

Couturières professionnelles mobilisées bénévolement, salarié.es d'entreprises textiles ou d'entreprises d'insertion en chômage partiel qui sont « volontaires » pour produire des masques « bénévolement », agentes publiques en télétravail mais aussi, comme cela nous a été dit ici ou là, en autorisation spéciale d'absence (ASA) qui préparent les kits dans les salles de réunion du département voire prennent en charge la coordination des réseaux de couturières… Ces citoyens invités, par leur engagement et leur travail gratuit, à répondre à la « crise » nationale sont donc avant tout des citoyennes. Les couturières bénévoles qui se sont mobilisées et qui ont été invitées, depuis les plus hauts sommets de l'État à le faire, sont massivement des femmes, comme n'ont pas manqué de le souligner les voix qui se sont progressivement élevées des collectifs « Les masques de Bruxelles » en Belgique ou « Bas les masques ! » en France, collectifs qui se sont constitués au début de ce premier confinement pour dénoncer ces usages industrialisés et politiques du travail gratuit. Le recours à l'écriture épicène dans les appels à « couturièr(e)s volontaires » lancés par le Souffle du Nord, la région Hauts-de-France ou d'autres départements français a plutôt servi à masquer pudiquement le genre de cet appel. De fait, parmi les appels publics à bénévolat qui se sont multipliés alors à l'échelle des collectifs associatifs mais aussi des villes et des départements, très peu ont osé recourir au masculin neutre.

Pour nombre de ces couturières qui se sont mobilisées, la couture n'est pas seulement un hobby, un passe-temps, c'est aussi un métier. À tout le moins, c'est le cas de celles-ci qui se sont faites entendre en scandant sur les réseaux sociaux en avril 2020 : « Notre savoir-faire, notre temps, notre travail ne valent-ils PLUS RIEN ?? ». « Depuis un mois, écrivait ainsi dans sa pétition[9], le collectif Bas les Masques, regroupement de couturiers(ères) et costumiers(ères) professionnels(les) sur le territoire français, nous participons au mouvement bénévole et solidaire ». « Alors que nous sommes nombreux(ses) à être sans travail, souvent sans aides ou revenus, nous avons passé des centaines d'heures à travailler gratuitement en puisant dans nos stocks ou achetant de la matière première à nos frais afin de répondre aux appels d'aide des centres de soins et des soignants ». [10] Pour ces professionnelles de la couture, l'engagement bénévole correspondait à la mise en œuvre de compétences définies comme professionnelles, et dans ce cadre, renvoyées à une compétence banale et féminine. Or, derrière l'appel à toutes les bonnes volontés, ces couturières professionnelles ont souvent été particulièrement sollicitées, du fait de leurs compétences et de leur productivité justement, comme nous l'indiquait au cours d'un entretien en mai 2020, la responsable d'une association de couture mobilisée dans le cadre de l'opération « un masque pour tous » lancée par la Mairie de Paris et conduite à sélectionner « *les professionnelles* » plutôt que « *les amatrices* » dans son vivier [11].

Quand le mélange des genres devient un nouveau modèle productif : les masques « Made in France »

La production de masques au cours du premier confinement du printemps 2020 a donc suscité le développement en quelques semaines d'un régime productif « d'exception » caractérisé par un brouillage des frontières entre secteurs (public, associatif, privé lucratif) et entre formes de travail (rémunéré, non-rémunéré, libre ou contraint).

Ce brouillage des frontières qui a principalement concerné les femmes a été largement encouragé par les pouvoirs publics, au nom de la crise, par différentes voies. Il l'a été à travers les multiples appels à l'engagement pour la solidarité nationale lancés depuis les sommets de l'État [12], ou encore par le déploiement d'infrastructures comme la plateforme « jeveuxaider.gouv.fr » pour recueillir et orienter, organiser et mettre au travail ces engagements. Il l'a été également par la légitimation politique du recours au bénévolat des salarié.es par les entreprises quitte à déroger, au nom de l'exceptionnalité

de la situation, à la doctrine juridique sur le bénévolat qui pose comme condition première l'absence de subordination [13]. Enfin, les pouvoirs publics ont surtout soutenu ce mélange des genres productifs en participant, dès le mois de mars 2020, au lancement du projet « Résilience » déjà évoqué et du projet « Savoir Faire Ensemble », une initiative née sous l'impulsion du Comité Stratégique de la Filière Mode & Luxe, en lien avec la Direction Générale des Entreprises, le Ministère de l Économie et des Finances ainsi que la Direction Générale de l'Armement et qui regroupe aujourd'hui plus de 1450 industriels du textile [14].

Véritables infrastructures du mélange des genres en régime d'exception, ces groupements mobilisés pour répondre à l'urgence de la pénurie de masques du printemps 2020 en soutenant et en initiant des partenariats locaux et solidaires, avaient d'emblée pour objectif d'œuvrer à plus long terme « pour la re-localisation de l'industrie textile en France à la fois inclusive, durable et solidaire », (Résilience) et de « porter le mouvement de relocalisation de fond d'une mode locale et durable » (Savoir Faire Ensemble). Quand on y regarde de plus près, on constate en effet que ces objectifs de redynamisation du tissu productif figuraient déjà au cœur de l'« urgence », comme en attestent les propos de Carol Girod, co-fondatrice du projet Résilience, au sujet de l'opération « Un masque pour tous » dans les Hauts-de-France. Dès le mois de mai 2020, elle ambitionnait à partir de cette opération de « repenser une filière régionale permanente du textile au plus près des besoins » et déclarait : « Une grande coalition de tous les acteurs pour répondre à l'urgence sanitaire de la population, c'est une magnifique entreprise. Ensemble, transformons ensuite l'essai et relocalisons la production textile durablement en France et dans les Hauts-de-France ». Pour l'entreprise Lemahieu qui, au sortir du premier confinement, commercialisait sur son site web un nouveau masque inspiré du Garridou et intitulé « Le Solidaire », on voit bien comment l'« essai » a été transformé. Mais qu'en est-il pour les couturières solidaires, alors que le gouvernement annonçait par décret, au début de l'année 2021 la préconisation de ne plus porter de masques « artisanaux », ceux-là même qu'elles ont passé des mois à produire bénévolement dans l'urgence et que nombre d'entre elles ont cherché à vendre pour arrondir leurs fins de mois par la suite ?

L'invisibilisation du travail bénévole de milliers de femmes, voire la disqualification de leur participation, sont caractéristiques des usages du travail des femmes en temps de crise, alors même que c'est ce travail et cette participation – masqués derrière cette mention vague d'un « collectif de bénévoles » sur l'étiquette du Garridou – qui ont rendu

possible l'élan solidaire des industriels et des collectivités locales. Un élan qui s'institutionnalise aujourd'hui, puisque nombre de partenariats développés autour de la production de masques se sont pérennisés, et un élan qui permet aujourd'hui à l'industrie textile de rebondir. « La crise, ça a du bon quand même ! » déclarait ainsi un industriel du textile lors du salon du *Made in France – Première Vision* qui s'est tenu les 1er et 2 septembre 2020 à Paris. Le secteur industriel du textile-habillement, secteur en difficulté chronique depuis longtemps et déjà engagé dans un renouveau autour de la montée en puissance du « Made in France » depuis la crise de 2008, a ainsi vu dans cette crise sanitaire un véritable moteur de redynamisation. Lors des évènements professionnels comme dans la presse, les industriels parlent d'un « réenchantement » de leur secteur productif, qui aurait montré son utilité et sa réactivité sociales au moment de la pénurie, et insistent sur la nécessité de relocaliser l'emploi industriel en France.

Le contraste entre le réenchantement des industriels et le désenchantement et la colère des couturières bénévoles aujourd'hui, entre l'invisibilité des heures de travail gratuit mobilisées hier et les annonces de relocalisation de l'emploi à venir, souligne que tout le monde ne tire pas les mêmes bénéfices du mélange des genres productifs et de la contribution à l'effort de « guerre » demandée par l'État.

[1] https://covid19hdf.fr/2020/05/12/garridou-une-belle-histoire-qui-continue/

[2] https://www.lesouffledunord.com/

[3] Sébastien Bergès « Métropole Lilloise : la folle année 2020 du Souffle du Nord, cheffe surprise d'une armée anti-Covid », *La Voix du Nord*, 26/12/2020.

[4] https://projet-resilience.fr/

[5] Sébastien Bergès, *op.cit.*

[6] https://masques.hautsdefrance.fr/un-masque-pour-chacun-le-projet/

[7] Entretien réalisé en juin 2020.

[8] https://www.conflans-sainte-honorine.fr/un-masque-fabrique-a-conflans/

[9]https://www.change.org/p/masques-blouses-hold-up-sur-le-metier-de-couturier-ere?recruiter=1081215222&utm_source=share_petition&utm_medium=copylink&utm_campaign=share_petition&utm_term=share_petition

[10] Des revendications analogues étaient faites par le collectif belge.

[11] Entretien réalisé en mai 2020.

[12] Maud Simonet, « Travail gratuit et guerre des valeurs », dossier « Les Visages de la Pandémie » *La Vie des Idées*, 5 juin 2020. https://laviedesidees.fr/Travail-gratuit-et-guerre-des-valeurs.html

[13] Dès avril 2020 en effet, le Ministère du travail autorisait, « sous réserve de l'appréciation du juge », le recours au bénévolat des salarié.es en chômage partiel dès lors que « le caractère lucratif est écarté si l'entreprise offre ladite production et n'en retire aucun bénéfice» et si « il s'agit d'une production temporaire, distincte de la production de l'entreprise ».

[14] « Savoir Faire Ensemble » est une association créée au printemps 2020 avec le soutien du ministère de l'économie et des finances et du ministère de la transition écologique entre autres, réunissant 1450 entreprises de l'industrie textile mode et habillement pour coordonner la production de masques.